



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 587

Texte de la question

JUSTICE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Xavier Bertrand. Monsieur le Premier ministre, voilà un peu plus d'un an, François Hollande annonçait " le redressement dans la justice ". Plus d'un an après, où est le redressement quand il a été annoncé cette semaine que les objectifs de déficit public ne seraient pas tenus ?

M. Guy Geoffroy. Eh oui !

M. Xavier Bertrand. Où est le redressement quand le chômage ne cesse d'augmenter, et quand le Président de la République renonce aussi à ses engagements en la matière ? Aujourd'hui, la France va hélas moins bien qu'il y a un an. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)* La France s'affaiblit, et ce du seul fait de votre politique : vous en êtes les seuls coupables ! *(Mêmes mouvements.)*

Par ailleurs, où est la justice quand depuis le début de votre quinquennat vous ne cessez d'accumuler les injustices ? Où est la justice quand vous privez les ouvriers et employés qui faisaient des heures supplémentaires du bénéfice de la défiscalisation ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)* Où est la justice quand vous revenez sur le droit de timbre pour les étrangers qui se font soigner en France alors que les retraités payent eux-mêmes leur mutuelle ou l'euro chez le médecin ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Thomas Thévenoud. Zéro !

M. Xavier Bertrand. Où est la justice quand vous décidez de taxer les retraités de 0,3 et 0,6 % alors que vous ne l'aviez pas dit ? Où est la justice quand vous décidez de taxer les classes moyennes ? Et où est la justice quand Mme Lebranchu décide, la semaine dernière, de revenir sur le jour de carence pour les fonctionnaires alors qu'il y a trois jours dans le privé ? *(Applaudissements et huées sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. Jean-François Copé. Scandale !

M. Xavier Bertrand. Cette mesure est un petit calcul misérable : parce que vous n'avez pas voulu augmenter les salaires des fonctionnaires de la valeur du point, vous cherchez à leur faire un cadeau. On ne gouverne pas en cherchant à faire plaisir, on gouverne dans la justice ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme Laurence Dumont. Pas vous !

M. Jean-Christophe Lagarde. Il a raison !

M. Xavier Bertrand. La chose est certaine : contrairement à ce qui nous a été dit, plus de la moitié des ouvriers eux-mêmes payent ces jours de carence. Vous avez donné le plus mauvais signal qui soit. Votre gouvernement est marqué par l'injustice.

Quand comprendrez-vous que l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué chargé du budget*. Si vous dénoncez l'injustice, monsieur le député, c'est que vous estimez être un justicier. Quel curieux justicier vous avez été ! Puis-je vous rappeler que c'est vous qui avez instauré une franchise d'un euro par consultation non remboursée pour les assurés sociaux ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)

M. Serge Janquin. Absolument !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. C'est vous également qui avez instauré un forfait empêchant les assurés les plus modestes de pouvoir bénéficier des examens de dépistage médicaux les plus élémentaires. (*Mêmes mouvements.*)

M. Gérard Darmanin. Répondez à la question !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Était-ce le justicier que vous prétendez être qui a augmenté à plusieurs reprises le forfait hospitalier, dont on sait que ce sont les plus modestes de nos concitoyens qui en souffrent le plus ? Est-ce le justicier que vous prétendez être qui a instauré les franchises médicales et taxé à deux reprises les mutuelles, pour plus de 2 milliards d'euros ?

M. Xavier Bertrand. Vous ne répondez pas !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Vous dénoncez le chômage, mais est-ce le justicier que vous prétendez être qui, en tant que ministre du travail, n'a pas su empêcher l'aggravation du chômage : dix-neuf mois d'aggravation continue du chômage, dont dix à votre compte ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Vous tentez d'oublier ou de faire oublier votre bilan en vous parant des vertus d'un justicier que vous n'êtes pas, que vous n'avez jamais été, et que vous ne serez un jour qu'à une condition : que vous cessiez d'être, dans l'opposition, le fauteur de polémiques que vous étiez déjà dans la majorité.

Mme Colette Langlade et M. Jean-Louis Gagnaire. Très bien !

M. Alain Marty. À Twickenham !

M. Jérôme Cahuzac, *ministre délégué*. Peut-être alors serez-vous écouté avec le respect qui vous est dû compte tenu de vos compétences mais que vous ne parvenez à obtenir parce que vous confondez le rôle de polémiste avec celui qui devrait être le vôtre aujourd'hui au regard de ce que vous avez été. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. Plusieurs députés du groupe se lèvent pour applaudir. - Exclamations et bruits de pupitres sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Données clés

Auteur : [M. Xavier Bertrand](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 587

Rubrique : État

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 février 2013](#)